



À : Négociateurs de l'Inde à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations

Objectifs

L'Inde cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les États se sont mis d'accord pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C (article 2). Nous devons donc décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, les émissions de l'Inde augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel. (cf. verso pour des données supplémentaires)
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître le boisement (afforestation).**
- 3. Quel montant nous voulons recevoir des pays développés au travers des fonds internationaux pour le climat** qui sont destinés à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Notre principal objectif est d'améliorer le niveau de vie des indiens, qui est bien en deçà de celui des pays développés ainsi que de celui de la Chine.

Opinion publique

Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, la nourriture, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir un accord pour en résoudre les risques associés. Faire reculer la pauvreté est notre première priorité.

Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de réduire nos émissions de GES liées à la déforestation et à la dégradation des terres. Les principales forêts tropicales qui subsistent, se situent dans les pays en développement et malheureusement la déforestation y est substantielle. Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire les émissions globales et pourraient être financés par les pays riches.

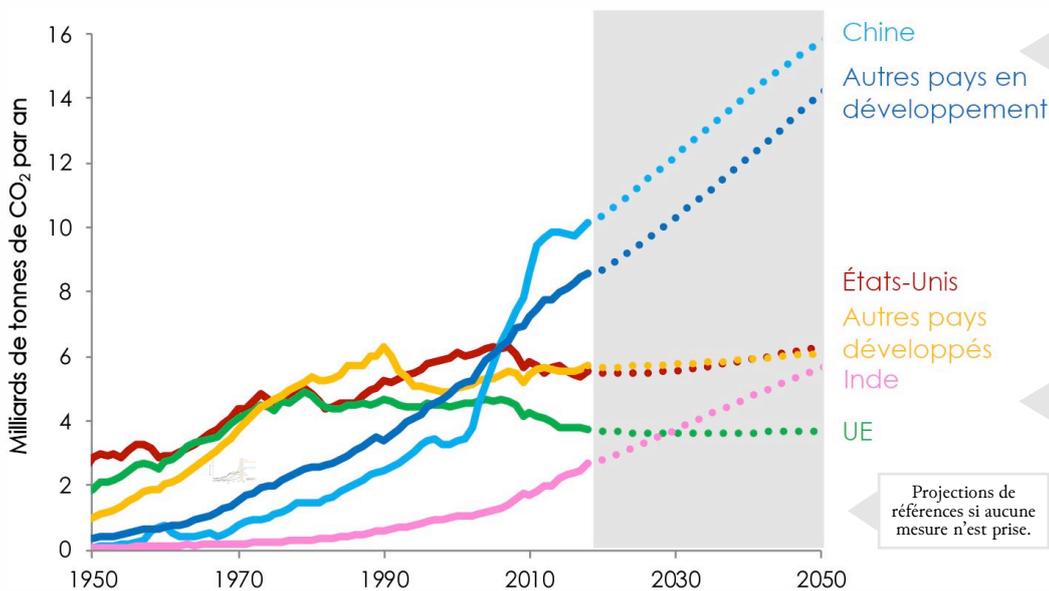
Action nationale

En 2015, nous nous sommes engagés auprès de l'ONU à augmenter nos capacités de génération d'énergies non carbonées de 40% d'ici 2030, sous condition d'aides internationales. Nous devons encore nous engager à d'importantes réductions d'émissions et nous sommes préoccupés par la pression croissante exercée sur notre pays alors que nous devons sortir de la pauvreté une large part de notre population. Le développement des énergies propres en vue de limiter les émissions de GES offrira d'autres bénéfices comme celui d'améliorer la qualité de l'air et de fournir de l'électricité dans des régions d'Inde reculées que le réseau électrique traditionnel ne peut atteindre. Prendre davantage l'initiative dans la lutte contre le changement climatique peut aussi avoir, pour l'Inde, des bénéfices en termes politiques. Cependant, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir notre population de la pauvreté. Nous sommes prêts à prendre notre part de responsabilité, mais les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des actions significatives, à la hauteur de leurs contributions à ce problème. Nous ne paierons pas le prix de leurs émissions passées.

Contexte international

- Les pays développés nous pousserons à réduire nos émissions car notre population excède un milliard d'habitants mais aussi parce que notre économie et nos émissions de CO₂ croissent plus rapidement que les leurs. Cependant, le taux d'émission par personne dans ces pays est bien plus élevé que le nôtre (le taux d'émission par personne aux États-Unis est 8 fois plus important qu'en Inde !) Ainsi, tout accord pour limiter le changement climatique qui ferait peser sur nous un fardeau injuste n'est pas acceptable.
- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons enfin aujourd'hui. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits et restreindre notre grandissante influence diplomatique et militaire à travers le monde.
- Les pays développés sont les responsables de la crise climatique et doivent prendre la responsabilité de leurs actions passées. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour construire leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos propres ressources naturelles. Alors que beaucoup d'indiens continuent de vivre dans la pauvreté, les pays développés vont demander que nous diminuions nos émissions avant que notre population puisse avoir une chance d'atteindre le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles

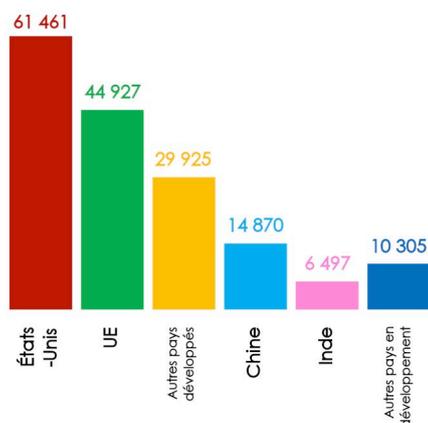


La **Chine** est le plus grand émetteur de CO₂ au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des **pays en développement** devraient tripler d'ici 2100.

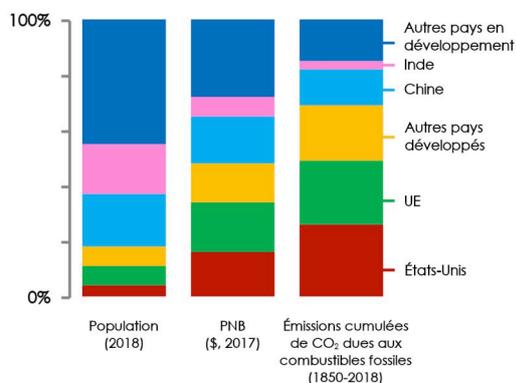
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions de CO₂ de 4,5% par an entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Plus récemment, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 3,5%/an en moyenne entre 2007 et 2017. Sinon, les réductions d'émissions les plus significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques.

PNB par personne

(à parité du pouvoir d'achat en US Dollars, 2017)

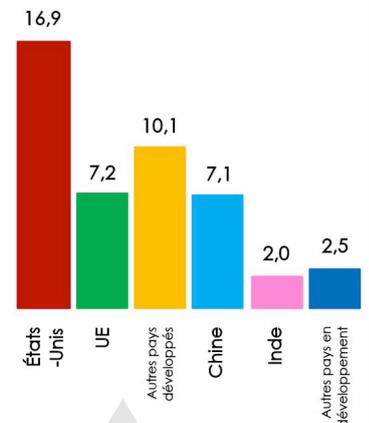


Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne

(tonnes de CO₂ par an, 2018)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (**États-Unis**, **UE** et les **autres pays développés**) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (**Chine**, **Inde** et **autres pays en développement**) dépassent de beaucoup celles des pays développés. Si aucune action n'est entreprise, les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 36% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions de CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 394% et 349%) mais ont diminué aux **États-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 21% et 30%).